



LA LIBRE BELGIQUE

Voici ce qui vous attend, le soir du 25 mai

Le politologue Vincent Laborderie (UCL) dresse le tableau de l'après-élection.

La mère de toutes les élections, paraît-il. L'expression est certes excessive, mais force est de constater que le scrutin général du 25 mai (fédéral, régional et européen) crée quelque franche crispation au sein des partis. L'enjeu: cinq ans au pouvoir à tous les étages; ou bien le croupissement dans l'opposition. Du coup, ça calcule, ça cogite, ça se positionne dans les états-majors des partis. Voyez les déclarations (pages 4-5) des libéraux Charles Michel et Didier Reynders, sur la volonté du MR de contourner la N-VA.

Limites
Vincent Laborderie, politologue à l'UCL, a tenté de débroussailler le terrain. Il a analysé les scénarios les plus plausibles au soir du 25 mai, repris dans l'infographie ci-dessus. L'expert admet "des limites" à l'exercice. A commencer par "les résultats électoraux", dont, évidemment, ceux du parti de Bart De Wever ou "les résultats des élections régionales".

"Si le schéma pose dès le début les possibilités selon les résultats (au niveau fédéral), sa conception repose sur les grands équilibres entre partis, sur base des résultats des élections de 2010, de 2012 et des derniers sondages", explique M. Laborderie. Qui précise: "Le schéma serait invalidé si les résultats des élections étaient très différents de ce que l'on attend. Par exemple, si Groen avait un score supérieur au SP.A en Flandre. Ou bien si l'Open VLD faisait 20% ou le MR 30%. Dans ce cas, on pourrait avoir un gouvernement sans le PS et avec la N-VA même si cette dernière devait perdre des voix par rapport à 2010."

A cet égard, Vincent Laborderie voit dans les sorties conjointes de Michel et Reynders "un beau coup de com". "Mais, sur le fond, il n'y a rien de neuf, Charles Michel, le président du MR, n'a jamais dit autre chose. C'est juste une façon de répondre aux critiques du PS", qui évoquent "les mamours", dicit le Premier ministre Elio Di Rupo (PS), des libéraux et des nationalistes. Politiquement, les déclarations des deux ténors MR ont leur importance. Elles semblent écarter, de facto, la possibilité d'un gouvernement orange

bleu amélioré, c'est-à-dire associant libéraux (MR, VLD), sociaux-démocrates (CDH, CD&V) et la N-VA. "Un gouvernement de centre-droit semble effectivement exclu, sauf si on ne peut pas se passer de la N-VA. Le MR dit que son choix n'est pas celui-là, mais qu'il faudra voir les résultats des élections. Il n'y a pas d'exclusive ferme", reprend le politologue de l'UCL.

Le MR semble écarter un gouvernement orange bleu amélioré.

L'autre synthèse
Enfin, il propose une autre vision, encore plus synthétique, de l'après-élection. "Il s'agit de prendre seulement deux acteurs, PS et N-VA, et se demander s'ils seront incontournables."
- Les deux sont incontournables? On s'orienterait vers "une réforme institutionnelle", dans le giron, toutefois, de la liste (très limitée) d'articles de la Constitution ouverts à révision.
- Les deux sont contournables? On aurait probablement droit, dit l'expert, à une tripartite traditionnelle, sans réforme de l'Etat.
- Seule la N-VA est incontournable? Ce serait une orange bleue améliorée.
- Seul le PS l'est? Cap sur "un Di Rupo II", le grand espoir des socialistes.

Épinglé

Quelles suites en cas d'échec?
Echec 1 (voir l'infographie). "Les conséquences pourraient être très dangereuses pour la stabilité de la Belgique car, dans ce cas, le discours séparatiste de Bart De Wever sur les deux démocraties et l'impossibilité de réformer l'Etat avec les francophones est validé", redoute Vincent Laborderie. La suite? Trois possibilités, selon lui. Un: début de négociations institutionnelles pour une septième réforme de l'Etat ou pour le confédéralisme. Deux: de nouvelles élections ayant la forme "d'un référendum pour ou contre le confédéralisme". Trois: négociations pour une tripartite traditionnelle.
Echec 2. Dans ce cas-ci aussi, le politologue envisage trois suites. Un: une tripartite traditionnelle. Deux: un gouvernement de centre-droit. Et trois: des élections...
Echec 3. "On serait dans le schéma évoqué par le politologue flamand Bart Maddens: abandonnant l'institutionnel, la N-VA serait très exigeante sur le socio-économique. Les exigences d'une politique très à droite ne seraient pas acceptées par le CD&V, sans parler du CDH...", dit l'expert de l'UCL. Par conséquent, on élargirait les négociations aux socialistes, soit en excluant la N-VA (tripartite traditionnelle), soit en débutant des négociations institutionnelles avec elle." A. C.